

# Internet et la force de persuasion américaine

*Hélène MASSON*

« Rien n'est plus difficile d'écrire sur un sujet à la mode ou, comme l'on dit aujourd'hui, «dans le vent». La paresse d'esprit, qui n'épargne personne - au moins comme tentation - fait balancer entre deux attitudes, celle de l'ironie facile sur les engouements de l'époque avec son inévitable conclusion empruntée à l'Ecclésiaste «rien de nouveau sous le soleil»; celle de la sacralisation de toute nouveauté, qui fait regarder comme impie, tout scepticisme et toute critique. »

Georges Vedel

« Le pays qui gèrera le mieux la révolution de l'information sera plus puissant que tout autre. Et dans l'avenir prévisible, ce pays est les Etats-Unis »<sup>1</sup>, seul à disposer «d'un subtil avantage comparatif : leur capacité de collecte, de traitement et de diffusion de l'information, qui, sans nul doute, s'accroîtra encore au cours de la prochaine décennie. [...] c'est le XXIème siècle qui apparaîtra un jour comme ayant été, au plus haut point, celui de la suprématie américaine »<sup>2</sup>. A la fois constat et vision d'avenir, cette démonstration ne semble laisser aucune place au doute : les Etats-Unis ont les moyens et les capacités d'asseoir leur domination aujourd'hui et dans le futur.

Depuis la fin des années 1980, les événements internationaux, de nature politique, économique et technologique, mettent politologues et analystes des relations internationales devant une tâche délicate consistant à adapter les cadres de pensée. A l'instar d'autres concepts, celui de « puissance » connaît un grand succès. Ses facteurs, ses sources, ses caractéristiques, sa nature, ses formes, ses détenteurs, font l'objet d'études, d'enquêtes, de mémoires et de thèses. Que leurs auteurs soient américains ou européens, la plupart d'entre eux conclut à la suprématie américaine. Notre objectif n'est pas d'afficher une position contraire. Les faits et les statistiques parlent d'eux-mêmes. Demandons-nous plutôt pourquoi nous sommes si persuadés de l'hégémonie américaine. Persuader s'entend au sens d'amener quelqu'un à croire, à penser quelque chose par une adhésion complète sentimentale autant qu'intellectuelle.

L'exemple du développement d'Internet devrait nous permettre de mieux comprendre et d'illustrer la manière dont peut s'effectuer une telle persuasion. A l'heure actuelle, les

---

<sup>1</sup> Nye S. Joseph, Owens William A., « America's Information Edge », in *Foreign affairs*, mars-avril 1996, pp.20-36, p. 20.

<sup>2</sup> Nye S. Joseph, Owens William A., op.cit., p. 20 et p.35.

réflexions sur le concept de « puissance » intègrent la dimension technologique, et tout particulièrement l'importance de maîtriser les technologies Internet. Les discours tenus par les plus hauts représentants des Etats et les actions engagées par les gouvernements nationaux dans ce domaine depuis le milieu des années 1990 se présentent le plus souvent comme une réponse aux agissements américains. La voie est en partie ouverte par les Etats-Unis. Comment expliquer que les autres Etats s'y engouffrent ?

Les poncifs sur « l'ère de l'information » ne doivent pas faire oublier qu'Internet est une technique. Basée sur l'informatique en réseau et la communication multimédia, Internet renvoie à un dispositif technique d'accès, de circulation et de traitement de l'information sous toutes ses formes (images, sons, textes, vidéo) grâce à des protocoles permettant la transmission à très haut débit en tout lieu et à tout instant. Internet se présente sous la forme d'une architecture physique complexe composée de réseaux informatiques locaux et nationaux interconnectés par l'intermédiaire de matériels et de systèmes de télécommunications de plus en plus sophistiqués (lignes téléphoniques commutées, lignes numériques ou optiques, câbles coaxiaux à haut débit, satellites). L'utilisation des procédés de numérisation<sup>3</sup> et de compression numérique, de l'ATM<sup>4</sup> et de la fibre optique permettent un déploiement rapide d'Internet à l'échelle de la planète. L'emploi de protocoles<sup>5</sup> communs par tous les types d'ordinateurs a transformé ces derniers aussi bien en une base d'émission que de réception de données. Le terme « Internet » renvoie à une technique. Il est également utilisé pour désigner le « World Wide Web », système d'information réparti donnant accès à des documents hypertextes du monde entier. Dans le cadre de cet article, le terme « Internet » englobera ces deux réalités.

Le haut niveau d'interactions et la rapidité de transmission des messages différencient les technologies Internet des technologies de communication traditionnelle. Elles permettent la communication simultanée d'un individu à un individu, d'un individu à un groupe et vice versa, d'un groupe de personnes à un autre groupe. Ingénieurs informaticiens, ingénieurs en télécommunications et mathématiciens, pour l'essentiel d'origine américaine, ont pensé et élaboré à partir de la fin des années 1950 les techniques qui forment l'armature de ce que nous appelons aujourd'hui « Internet ». Son histoire est désormais bien connue. La recherche et le développement ont été financés par le *Department of Defense* américain par l'intermédiaire de grands programmes et c'est à partir du milieu des années 1980 qu'Internet commence à s'émanciper de la sphère militaire<sup>6</sup>. L'absence de convivialité de ces technologies limite le nombre des utilisateurs. Ce sont principalement des chercheurs, des universitaires et des ingénieurs. Les technologies Internet sont nées dans le cerveau de quelques ingénieurs ; la construction de croyances et de promesses quant aux répercussions positives d'une intégration de ces dernières dans la société est née dans le cerveau des politiques. Internet a donné lieu à

---

<sup>3</sup> Procédé consistant à traduire une information (images, sons, textes) en langage binaire sous forme de 0 et de 1.

<sup>4</sup> Procédé de commutation permettant de traiter des liaisons vocales, des liaisons de données et audiovisuelles, et de commuter les signaux à très haut débit.

<sup>5</sup> Le TCP/IP, acronyme de « Transmission Control Protocol/Internet Protocol » : association de deux protocoles de communication assurant le transport fiable des données. Ce protocole découpe l'information en paquets qui contiennent un fragment de l'information et les adresses des ordinateurs récepteurs et émetteurs. Les applications TCP/IP les plus connues sont : la connexion à un ordinateur distant, le transfert de fichiers, la messagerie électronique (email). Le protocole HTTP « Hypertext Transfer Protocol » est utilisé pour l'accès à des documents hypertextes multimédias. Il est à la base du « World Wide Web », système de consultation des données par l'intermédiaire d'une interface graphique, facilitant l'accès à Internet aux utilisateurs.

<sup>6</sup> Particulièrement lors de la création d'un réseau reliant différentes universités américaines et utilisant le protocole TCP/IP connu sous le nom de NSFNET en 1985.

la production d'un discours spécifique en terme de politique intérieure et de politique étrangère.

## 1. PRODUCTION DU DISCOURS

En 1992, le gouverneur Bill Clinton fait du développement d'Internet l'un des points principaux de sa campagne présidentielle écoutant ainsi les conseils d'un de ses plus proches collaborateurs, le sénateur Al Gore. Il charge ce dernier de trouver les arguments pour convaincre les électeurs de l'importance de lancer une initiative nationale. C'est par l'expression « Information Superhighway » qu'Al Gore tente d'expliquer l'importance de construire une grande infrastructure dans le domaine des communications et de l'information. Bill Clinton élu Président, Al Gore nommé Vice Président, la réalisation du NII est confiée officiellement à ce dernier. Le 15 septembre 1993, lors de la présentation d'un document d'orientation sur la stratégie nationale, le *National Information Infrastructure (NII), Agenda for Action*<sup>7</sup>, le Vice Président Al Gore déclare « Je veux relier plus vite tous les hommes grâce aux nouvelles autoroutes de demain, les autoroutes de l'information ». Le 15 janvier 1994, il livre au public américain le contenu de son action et sa justification : il s'agit d' « un système permettant de distribuer à tous les Américains l'information dont ils ont besoin quand et où ils la veulent, et à un coût abordable ».

Les objectifs sont pluriels: amélioration de l'accès aux services administratifs et aux services d'enseignement et d'éducation, meilleure gestion des services de santé et du contrôle de ses coûts, accroissement de la compétitivité des secteurs industriels traditionnels, développement du commerce électronique et des communications interentreprises. Le NII doit favoriser l'avènement d'une nouvelle économie basée sur la production et le commerce de l'information à un moment où les Etats-Unis s'interrogent sur les capacités du pays à tenir son rang sur la scène économique internationale. Le Président Bill Clinton et son Vice Président Al Gore multiplient les discours et les prises de position, les paroles et les images chocs. « Les nouvelles promesses de l'économie mondiale, l'ère de l'information, la naissance d'activités insoupçonnées, une technologie au service de la vie : tout cela est à notre portée. [...] j'ai lancé à l'Amérique le défi de relier à l'Internet au plus tard en l'an 2000 chaque salle de classe et chaque bibliothèque afin que pour la première fois de notre histoire, les enfants des agglomérations rurales les plus reculées du pays, des banlieues les plus confortables ou des écoles des centres urbains les plus pauvres aient d'égales possibilités d'accès au même univers de connaissances. [...] nous commençons à peine à propager les bienfaits d'une révolution technologique appelée à devenir le droit moderne que tout citoyen acquiert en naissant »<sup>8</sup>.

Considérant que "les Etats-Unis tracent la voie pour le reste du monde", le Vice Président Al Gore change d'échelle et fait du développement des infrastructures de l'information un volet à part entière de la politique étrangère des Etats-Unis. Dans le cadre d'une conférence internationale réunissant les principaux Etats membres de l'Union Internationale des Télécommunications (UIT), à Buenos Aires, le 24 mars 1994, il présente la vision américaine d'une *Global Information Infrastructure (GII)*, projet d'interconnexion mondiale uniforme des

---

<sup>7</sup> Dans le cadre de sa deuxième campagne présidentielle, Bill Clinton fait part de ses intentions dans le texte *Bridge to the 21<sup>st</sup> Century*. Il réaffirme son intention de promouvoir la diffusion d'Internet dans l'ensemble de la société.

<sup>8</sup> Extrait du discours sur l'état de l'Union, prononcé par le Président Bill Clinton le 5 février 1997 devant le Congrès des Etats-Unis.

réseaux à l'échelle planétaire<sup>9</sup> : « Construisons une communauté dans laquelle les peuples des pays voisins pourront se voir non comme des ennemis potentiels mais comme des partenaires, membres de cette même grande famille des êtres humains interconnectés. [...] La GII ne sera pas seulement une métaphore de la démocratie en marche, elle en fera la promotion en permettant une plus grande participation des citoyens à la prise de décision. Elle favorisera la capacité des nations à coopérer entre elles. Je vois un nouvel âge athénien de la démocratie forgé dans les forums créés par la GII. [...] Nous pourrions envoyer des messages et des images à la vitesse de la lumière depuis la grande ville jusqu'au petit village de la planète. Ce réseau abolira le temps et les distances pour les familles et les amis et permettra de créer un marché mondial de l'information où les consommateurs pourront acheter et vendre des produits »<sup>10</sup>. Présentée comme un moyen de promouvoir la démocratie, la coopération interétatique, l'échange d'information et d'opinion dans le monde entier ainsi que l'avènement d'économies ouvertes, la GII est selon le Vice Président Al Gore, un « concept qui a modifié notre perception du potentiel humain ». Il expose les cinq principes majeurs à mettre en œuvre pour sa réalisation: encourager l'investissement privé, favoriser le développement de la concurrence, créer un cadre global, assurer l'accès à tous les fournisseurs de réseaux grâce à une plus grande interopérabilité et garantir le service universel<sup>11</sup>.

« L'infrastructure mondiale de l'information modifiera à tout jamais pour tous les habitants de la planète leur façon de vivre, d'apprendre, de travailler et de communiquer »<sup>12</sup>. A chaque réunion de l'UIT, le Vice Président Al Gore réitère l'importance de faire du GII une réalité, et souligne que les Etats peuvent compter sur l'expérience américaine et le savoir-faire de ses entreprises. A Kyoto, le 22 septembre 1994, il conclut son discours en ces termes : « Nous acceptons le défi de travailler avec vous pour aider à la construction de la GII, celle qui fera progresser le bien être de toute l'humanité ». Le 12 octobre 1998, dans son discours d'ouverture de la 15ème réunion de l'UIT à Minneapolis, il s'exprime ainsi « au fond c'est un moyen d'approfondir et d'enrichir nos valeurs universelles les plus anciennes et les plus prisées : relèvement du niveau de vie et du taux d'alphabétisation, progrès de la démocratie, de la liberté et de l'épanouissement personnel [...]. Aujourd'hui nous sommes plus connectés que jamais auparavant. Alors, servons-nous de ces nouveaux outils et de ces nouvelles technologies pour mettre à profit cette interdépendance en vue d'édifier une communauté mondiale plus forte et de faire de nos valeurs communes une réalité ». Il présente les cinq défis qui constituent « notre Déclaration d'interdépendance, à l'ère du numérique » : améliorer l'accès à la technologie, surmonter les obstacles linguistiques, créer un « réseau de connaissances universelles », utiliser les techniques de communication pour garantir la libre circulation des idées, encourager la démocratie et la liberté d'expression, et renforcer le potentiel économique des habitants du globe. Les paroles du Vice Président américain sont entendues et suscitent l'intérêt et la curiosité des autres Etats. Ses propositions sont approfondies dans nombre de conférences internationales<sup>13</sup>. Présents sur le terrain du discours et de la parole, les Etats-Unis le sont aussi sur celui de l'action.

---

<sup>9</sup> Le "réseau des réseaux" se présentera telle une architecture physique complexe composée d'une juxtaposition de réseaux (continentaux, nationaux, régionaux et locaux, publics, privés ou universitaires) reliés entre eux par des lignes téléphoniques commutées, numériques, des lignes optiques, des câbles coaxiaux à haut débit et des satellites. Les services formant la trame de la GII seront essentiellement numériques.

<sup>10</sup> *Global Information Infrastructure, Agenda for Cooperation*, UIT, Buenos Aires, 21 mars 1994.

<sup>11</sup> Ces cinq principes ont été intégrés dans la déclaration finale des membres de l'UIT : *Buenos Aires Declaration on Global Telecommunication Development for the 21<sup>st</sup> century*, UIT, Buenos Aires, 21 mars 1994.

<sup>12</sup> Al Gore, "Principes d'élaboration d'une société de l'information", *Revue de l'USIA*, n°12, septembre 1996.

<sup>13</sup> Lors de la réunion du G7 à Bruxelles en février 1995 et à Midrand en Afrique du Sud en mai 1996.

## 2. PRODUCTION DE FAITS

Un grand programme d'investissement est lancé en 1993 par le *Council of Competitiveness* afin de construire un réseau national de communication à haut débit articulé autour du réseau Internet. La réalisation du NII s'appuie sur une collaboration entre les agences fédérales et le secteur privé (grandes entreprises, laboratoires de recherche des Universités). Deux structures coordonnent le projet : l'*Information Infrastructure Task Force* (IITF) sous la direction du *Department of Commerce*, et l'*Advisory Council*. La première, composée de hauts représentants des agences gouvernementales, est chargée d'intégrer le développement des NTIC dans l'administration et de coordonner les initiatives et les aides publiques. La seconde rassemble 25 représentants des plus grandes entreprises du secteur informatique et des télécommunications et conseille l'IITF.

L'administration Clinton veut donner l'exemple avec l'initiative « Reinventing Government »<sup>14</sup> dans le cadre du *National Performance Review* (NPR) lancé en mars 1993. La justification officielle est claire « L'administration n'a pas d'autre voie que celle du « gouvernement électronique », pour être sûr que le gouvernement fédéral travaille mieux et coûte moins cher ». L'un des objectifs du NPR est de rationaliser l'organisation de l'administration en s'appuyant sur le NII. Internet doit permettre une meilleure circulation de l'information entre les grandes agences, un accès en ligne aux services de l'administration et à l'information fédérale ainsi qu'une plus grande participation des citoyens américains. Le *Government Information Technology Services* veille à sa réalisation. Les sites Internet de l'administration se multiplient. Des portails conviviaux d'accès à l'information sont ouverts<sup>15</sup> (accès aux textes législatifs, portail PME, aides à l'export, etc.). L'utilisation de formulaires électroniques se généralise. Un système de localisation de l'information du domaine public<sup>16</sup> est mis en place. Des expériences de Télémedecine sont mises en œuvre<sup>17</sup>.

A travers le *High Performance Computing and Communications Program*<sup>18</sup> et le *Information Infrastructure Technology and Applications*, le gouvernement fédéral finance des programmes annuels et pluriannuels de recherche développement dans le domaine des logiciels et des communications<sup>19</sup>. En octobre 1996, la NASA, la DARPA (*Defense Advanced Projects Agency*) et la *National Science Foundation* lancent le projet, *Next Generation Internet*, visant à démultiplier le débit des données. Au même moment, le projet *Internet II* réunit de grandes universités et des entreprises de haute technologie autour des applications liées à l'enseignement. L'administration Clinton tente d'encourager la diffusion des nouvelles

---

<sup>14</sup> Gore Albert, *Creating a Government that Works Better and Costs Less : Report of the National Performance Review*, Washington, Government Printing Office, septembre 1993 (annexe : "Reengineering through Information Technology") ; Gore Albert, *Creating a Government that Work Better and Cost Less, Status Report*, Washington, Government Printing Office, septembre 1994 ; Gore Albert, *Access America, National Partnership for Reinventing government*, Report of the National Performance Review and the Government Information Technology Services Board, 1997 ; *Reinventing Government: status of NPR Recommendations at 10 Federal agencies* (<http://www.npr.gov> ; <http://www.itpolicy.gsa.gov> ; <http://www.govexec.com> )

<sup>15</sup> par exemple : portail d'accès à l'information fédérale : <http://www.firstgov.gov> ; portails pour les entreprises et le commerce : <http://www.business.gov> et <http://www.tradenet.gov> ; portail santé : <http://www.healthfinder.gov> ; portail d'accès pour les étudiants : <http://www.student.gov> ; portail d'accès pour les retraités : <http://www.seniors.gov> ; pour les enfants : <http://www.boost4kids.gov>

<sup>16</sup> GILS : US Government Information Locator Service (<http://www.gils.net>)

<sup>17</sup> Par exemple le *Texas Telemedicine Project*

<sup>18</sup> dans la lignée du *High performance Computing and Communication Act* décidé par le Président Bush en novembre 1991 et limité au développement d'un réseau à haut débit pour la recherche et l'éducation

<sup>19</sup> dans les domaines tels que les bibliothèques virtuelles, l'éducation et la formation à distance, la sécurité nationale, les infrastructures civiles, l'accès à l'information publique.

technologies dans les entreprises par le programme *Manufacturing Extension Partnership* ou encore de susciter le transfert de technologie. Le *Telecommunications Act* promulgué le 8 février 1998 par le Président Clinton introduit un nouveau cadre législatif. Ce dernier vise à créer un contexte favorable pour accroître la concurrence, stimuler l'innovation et baisser les prix des communications. Dans la gamme des services universels susceptibles d'être subventionnés figure l'accès gratuit ou à un coût limité à Internet pour toutes les écoles et bibliothèques, et un certain nombre de centres médicaux.

Pour le commerce électronique, la position du gouvernement américain exprimée dans le rapport<sup>20</sup> d'Ira Magaziner du 1er juillet 1997, est de laisser l'initiative au secteur privé tout en cherchant au niveau international à limiter les barrières au développement du commerce électronique (par l'intermédiaire des négociations au sein de l'UIT, l'OMC, l'OMPI et l'OCDE). Le Vice Président Al Gore déclare ainsi en 1999 «Le commerce électronique n'est pas seulement un gain de temps et d'argent, et une occasion de meilleur choix pour le consommateur, il offre également de nombreux atouts pour les entrepreneurs. [...] Le commerce électronique ouvre un monde d'opportunités nouvelles à ceux qui ont de bonnes idées et une connexion Internet. Mais pour profiter au maximum de ce nouveau média, nous devons voir plus loin et faire sauter les barrières du XXème siècle qui peuvent inhiber le commerce du XXIème siècle »<sup>21</sup>. Le gouvernement reste cependant très présent dans le domaine du cryptage, de la protection de la vie privée, de la protection de la propriété intellectuelle ainsi que dans le domaine de la protection des mineurs.

Si le Président Bill Clinton souligne « Nous savons que notre Nation a toujours été prospère quand le gouvernement a donné aux gens la possibilité de tirer le meilleur parti de leurs visions et de leurs rêves »<sup>22</sup>, de leurs côtés, les acteurs de la société civile aux Etats-Unis n'ont pas attendu que la voie soit complètement balisée. L'utilisation pragmatique d'Internet comme technique de communication et de mobilisation par les grandes associations américaines de défense des intérêts en offre un bon exemple. Ces dernières ont très vite pris conscience de l'importance des possibilités offertes par Internet : entretien et développement d'un réseau de contacts dans le monde entier, renforcement de la cohésion entre les associations, meilleure organisation et coordination des mobilisations sur le plan national et international, possibilité d'influencer le processus de décision en temps réel et à distance ainsi que d'informer l'opinion rapidement. Les actions du tissu associatif s'en trouvent renforcées. Dans le domaine de l'économie et de la politique étrangère, l'association consumériste *Public Citizen*<sup>23</sup> a publié sur son site, en avril 1997, une version de l'AMI (Accord Multilatéral sur l'Investissement), alertant ainsi l'opinion et les autres organisations sur l'existence d'un projet en cours de négociation. En novembre 1999, au Sommet de l'OMC à Seattle, *Public Citizen*, aux côtés d'autres associations et regroupements d'associations tel que l'*International Forum on Globalization*<sup>24</sup>, a été l'un des grands orchestrateurs de la mobilisation des ONG et des mouvements de citoyens à l'échelle nationale et internationale. L'information diffusée sur les sites Internet, le lancement de forums de discussion et de liste de diffusion sont en grande partie à l'origine du succès de cette mobilisation.

---

<sup>20</sup> *A Framework for Global Electronic Commerce*, The White House, 1<sup>er</sup> juillet 1997, suivi de *The Emerging Digital Economy*, The U.S. Department of Commerce, 15 avril 1998, et *The Emerging Digital Economy II*, The U.S. Department of Commerce, 22 juin 1999 (<http://www.ecommerce.gov>)

<sup>21</sup> Extrait de "Vice President Gore, announces Initiative to expand and improve electronic commerce", The White House, Office of the Vice President, 29 novembre 1999

<sup>22</sup> "Remarks by the President on economic growth", Presidential Hall, Dwight D. Eisenhower Executive Office Building, 3 décembre 1999

<sup>23</sup> Sites de *Public Citizen* : <http://www.citizen.org> et <http://www.tradewatch.org>

<sup>24</sup> Site de l'*International Forum on Globalization* : <http://www.ifg.org>

Terre d'origine de l'argumentaire politique sur l'intérêt d'Internet, de la mise en œuvre d'une politique volontariste et des actions des acteurs privés, les Etats-Unis sont également « producteurs de démonstrations ». Ils sont à l'origine de raisonnements scientifiques, d'analyses stratégiques et de réflexions de prospective sur le phénomène Internet, créant ainsi des cadres de pensée.

### 3. PRODUCTION DE DEMONSTRATIONS

Depuis plusieurs années, les débats et les travaux fleurissent sur le phénomène Internet au sein des fondations, des associations, des instituts et des centres de recherches universitaires. Cette dynamique de recherche et de compréhension entretient un bouillonnement intellectuel dans le domaine. Les grands Think Tanks américains tels que la *Rand*, la *Brookings Institution*, la *Cato Institute*, le *Center for strategic and International Studies*, l'*Heritage Foundation*, l'*Economic Strategy Institute*, l'*United States Institute of Peace* font d'Internet l'un de leur terrain de recherche. Des Think Tanks se créent, tel l'*Internet Policy Institute*. Les enjeux politiques, économiques, juridiques, sociaux et technologiques, les conséquences sur l'enseignement, la santé, la sécurité, la défense et la politique étrangère des Etats-Unis sont approfondis par l'intermédiaire d'études<sup>25</sup>, de séminaires, de "chat" sur Internet ou d'articles. Les grandes universités organisent colloques<sup>26</sup>, conférences et cours sur le sujet. Leurs laboratoires de recherche prennent part aux comités et aux consortiums mis en place dans le domaine du développement des applications. Des projets et des centres de recherches universitaires voient le jour : le *Consortium for Research on Telecommunication Policy* dans le cadre du *Georges Washington University Cyberspace Policy Institute*, ou encore le *Harvard University Information Infrastructure Project*, l'*UCLA Online Institute for Cyberspace Law and Policy*, l'*University of Texas Telecommunications and Information Policy Institute*, l'*Information Society Project* à la *Yale Law School*, *MIT Research Program on Communication Policy*, *Carnegie Mellon Institute for Ecommerce*. Des associations se montrent particulièrement dynamiques, ainsi par exemple : *Digital Future Coalition*, *Electronic Foreign Frontier Foundation*, *Electronic Privacy Information Center*, *Global Internet Project*, *Internet Alliance*, *Internet Law and Policy Forum*.

Le Professeur Joseph Nye<sup>27</sup>, Doyen de l'Ecole John Kennedy de l'Université de Harvard, initiateur dans les années 1970 avec le Professeur Robert Keohane de l'école de « l'interdépendance complexe », est l'auteur de la citation qui ouvre notre article « Le pays

---

<sup>25</sup> Blinder Alan S., *The Internet and the New Economy*, Internet Policy Institute, janvier 2000; Roger Noll, *The Economics of Scholarly Publications and the Information Superhighway*, Brookings Institution, 1997; *The Emerging Internet*, Aspen Institute, 1996; *Untangling the Web: Applications of the Internet and Other Information Technologies to Higher Education*, Rand, 1998; Glassman K. James, *The Technology Revolution : Road to Freedom or Road to Serfdom?*, Heritage Foundation, 27 avril 2000; *The Strategic Economic Importance of the Internet : a Framework for Policy analysis*, Economic Strategy Institute; Bernstein Solveig, *Considering the Internet's Future*, Cato Institute, 10 janvier 1997; Well Tom, *The Urge to Regulate the Internet Strikes Again*, Cato Institute, 4 mai 1999; *Virtual Diplomacy Project*, United States Institute of Peace; Burt Richard, Robinson Olin, Cohen Bonnie, *Reinventing Diplomacy in the Information Age*, Center for Strategic and International Studies, 1999; Arquilla John, Rontfeldt David, *The Emergence of Noopolitik : Toward an American Information Strategy*, Rand, 1999

<sup>26</sup> Colloque "Internet and Governance", Kennedy School of Government, Harvard University, 30 mai 2000 ; Colloque "The Global Political Economy in the Internet Age: a Quest for a New Paradigm", Washington University, 22-24 septembre 1999 ; "Internet and Society", International Harvard Conference, 26-29 mai 1998

<sup>27</sup> Docteur en sciences politiques de l'Université de Harvard, adjoint du sous-secrétaire d'Etat à l'aide militaire de 1977 à 1979, président du National Economic Council de 1993 à 1994, ministre adjoint de la défense pour les questions de sécurité nationale de 1994 à 1995.

qui gèrera le mieux la révolution de l'information sera plus puissant que tout autre. Et dans l'avenir prévisible, ce pays est les Etats-Unis ». En 1990, dans le cadre d'un ouvrage sur la mutation de la puissance paru en plein débat sur le possible déclin des Etats-Unis, il établit une distinction entre ce qu'il nomme le « *Hard Power* », ressources traditionnelles de la puissance telles que les capacités militaires et économiques, et le « *Soft Power* », nouvelle forme de puissance. « Le *Soft Power* consiste à tenter d'abord d'obtenir par la persuasion séductrice les résultats que l'on pourrait aussi atteindre par la force. Il s'agit d'amener les autres à adhérer à des normes et des institutions qui incitent ou induisent au comportement désiré. Le *Soft Power* peut prendre appui sur la capacité d'établir l'agenda (ordre du jour) de manière à façonner les préférences des autres »<sup>28</sup>.

La cohésion nationale, l'universalité de la culture, le rayonnement linguistique, le prestige des valeurs politiques et du modèle économique, la capacité à projeter une image forte du pays sur la scène internationale, la capacité de proposition et d'influence au sein des organisations internationales, les capacités à collecter, analyser et diffuser l'information avant les autres, sont présentées comme les principales sources du « *Soft Power* ». La coercition passe au second plan. Désormais c'est la capacité d'influencer qui fait la différence sur une scène internationale dominée par des relations d'interdépendance entre ses principaux acteurs. Le Professeur Joseph Nye considère que seuls les Etats-Unis possèdent à la fois les ressources du « *Hard Power* » et celles du « *Soft power* ». Dans un article paru dans la revue *Foreign Affairs* en 1996, le Professeur Joseph Nye fait de la domination des Etats-Unis dans les techniques de communication et de traitement de l'information ainsi que du contrôle des supports d'information, le socle de leur suprématie : « Cet avantage est d'une égale importance en tant que multiplicateur des forces de la diplomatie, y compris du *Soft power*, qui vient de l'attrait de la démocratie américaine et de l'économie libérale »<sup>29</sup>. En 1998, aux côtés du Professeur Robert Kéohane<sup>30</sup>, il insiste sur l'importance d'Internet pour les Etats comme pour les ONG<sup>31</sup> : « Internet ne focalise pas seulement l'attention mais aide également à coordonner les actions au-delà des frontières<sup>32</sup>. [...] La capacité à diffuser librement des informations accroît le potentiel de persuasion en politique internationale. Les ONG et les Etats sont ainsi plus à même d'influencer les croyances des peuples au-delà de leurs propres juridictions »<sup>33</sup>.

De telles démonstrations dépassent largement Internet, simple technique. Les discours politiques offrent une vision d'avenir en décalage avec ses réelles capacités techniques et la réalité des relations entre Etats. Les actions annoncées n'ont pas encore toutes été mises en œuvre et n'ont pas eu la portée espérée. Et pourtant. N'est-ce pas cette convergence de la présence forte des Etats-Unis dans la production du discours, des faits et des démonstrations qui entraîne la conviction des autres Etats et les poussent à agir d'une manière équivalente? Il s'agit d'un tout. Car de grandes déclarations d'intentions sur des raisons positives d'agir non

---

<sup>28</sup> Nye Joseph S., Jr, *Bound to lead : The Changing Nature of American Power*, Basic Books, 1990, pp.188-201, voir aussi "Soft Power", in *Foreign Policy*, n°80, automne 1990, pp.153-171

<sup>29</sup> Nye S. Joseph, Owens William A., « America's Information Edge », in *Foreign affairs*, mars-avril 1996, pp.20-36, p.20

<sup>30</sup> Docteur de l'Université de Harvard, il a enseigné à Harvard, au Swarthmore College, à l'Université de Stanford et celle de Brandeis. Editeur de 1974 à 1980 de la revue *International Organization*, il fut président de l'association des relations internationales de 1988 à 1989, membre de l'*American Academy of Arts and Science*, il est professeur de sciences politiques à l'Université Duke.

<sup>31</sup> Nye Joseph S. and Keohane Robert O., "Power and Interdependence in the Information Age", *Foreign Affairs*, vol.77 n°5, pp.81-94

<sup>32</sup> Nye Joseph S. and Keohane Robert O., op.cit. p.91

<sup>33</sup> Nye Joseph S. and Keohane Robert O., op.cit., p.94

suivi d'effets, une action sans explications ni vision stratégique, la théorie sans données réelles, ne sont pas de nature à convaincre et à inciter les autres à agir conformément à nos vues. «L'influence se traduit [...] par le succès d'une tentative de persuasion»<sup>34</sup>, persuasion qui implique un rapport direct entre la parole, l'action et la démonstration. Internet est le fruit de la recherche et du développement de technologies depuis plusieurs décennies. Au travers de discours de quelques hauts représentants de l'Etat, Internet s'est transformé en instrument pour le bien être et l'amélioration de la condition humaine. Les actions mises en œuvre ont donné les premières preuves matérielles. Les écrits et les travaux d'universitaires démontrent que ce dynamisme va dans le sens du maintien de la suprématie du pays. En résumé, les paroles du Vice Président Al Gore, la réorganisation de l'administration sur le mode "électronique", les initiatives des acteurs privés, comme les thèses d'un Joseph Nye participent à importance égale à cet ensemble d'éléments nécessaires à la persuasion. L'exemple d'Internet nous permet d'esquisser ce qui suit : l'influence d'un Etat sur la scène internationale réside avant tout dans sa force de persuasion, elle-même née de sa capacité à lier la parole, l'action et la démonstration.

## **RESUME**

*Artisans des premiers grands discours sur l'apport futur des technologies Internet pour la société, initiateurs de nombreuses actions rassemblant acteurs publics et acteurs privés, auteurs de réflexions et de travaux de prospective sur les répercussions d'Internet sur l'économie et la politique internationale, les Etats-Unis se présentent tels « les auteurs-compositeurs-interprètes » d'Internet. La partition est belle, le Verbe est haut et les premières notes sonnent assez juste pour persuader les autres Etats de s'engager sur la même voie. Aujourd'hui, de nombreux théoriciens américains s'accordent pour faire des Etats-Unis la puissance hégémonique du XXIème siècle, compte tenu de leur capacité d'influence sur la scène internationale qui s'appuie entre autres sur leur maîtrise des réseaux de télécommunication et d'information. Cette interprétation additionnée aux discours et aux actions engagées, semblent former le socle de la véritable force américaine, celle de la persuasion.*

## **ABSTRACT**

*Initiators of the very first speeches on the consequences of Internet for the future of society, pioneers in the launching of numerous actions involving private and public actors, authors of prospectives studies and essays on the weight of Internet on international politics and economy, United States stand today as « authors-composers-performers » of Internet. The « score » is beautiful. The « Word » sound high and mighty and the first notes sound in tune enough to persuade others states to go along the same path. Nowadays, most theorists agree on qualifying United States as the only superpower of the 21st century. Their hegemonic power relies on their capacity of influence on the international scene, based on telecommunication and information networks control. This interpretation, in addition to speeches and actions seem to form the real base of american power, the strength of persuasion.*

---

<sup>34</sup> Chazel François, « Réflexions sur la conception parsonnienne du pouvoir et de l'influence », *Revue française de sociologie*, V, 1964, pp.387-401, p.397